

LA GRANDE ALLIANCE

ገብረ ገብረ ገብረ ገብረ ገብረ

RAPPORT DE COMMUNICATIONS

MARS 2024

TABLE DES MATIÈRES

01

Échéancier

02

Plan de communications

03

Activités d'engagement

04

Rétroaction communautaire

05

Conclusions



Introduction

Le présent rapport fait état des initiatives de communication menées par l'équipe chargée des études de faisabilité du Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable des infrastructures (communément appelé La Grande Alliance, ou LGA). La phase de communication a connu son apogée une fois la majorité des études terminées, en janvier 2023, et s'est conclue en mars 2024. Cette étape visait à échanger avec un maximum de résidents de la région d'Eeyou Istchee Baie-James pour leur transmettre les résultats des études, recueillir leurs commentaires et alimenter le dialogue.

CONTEXTE

Bien que le protocole d'entente de la Grande Alliance ait été signé en février 2020, la pandémie de COVID-19 a fortement ralenti les études pendant près d'un an. Le 1^{er} avril 2021, un réseau d'agents d'information communautaire (CIO) a été créé par la Société de développement crie (SDC) dans chacune des neuf collectivités locales, ainsi que dans l'Association Washaw Sibi Eeyou. En parallèle, deux appels d'offres ont été lancés par la SDC concernant la première phase de l'étude de faisabilité et les deuxième et troisième phases de l'étude de préfaisabilité. Les contrats ont été octroyés en mai et en juin 2021, respectivement, au consortium Vision Eeyou Istchee (composé de Stantec, de Systra Canada et du Groupe Desfor) et à WSP et Maamu Consultants.

Les ébauches des rapports des deux études ont été majoritairement finalisées entre janvier et juin 2023. Pendant cette même période, l'équipe de LGA a entamé la phase de communication.

La maîtrise complète d'une étude aussi vaste et exhaustive n'a pas été une tâche facile. Ainsi, la première moitié de 2023 a principalement été allouée au renforcement des capacités à l'interne et à la mise sur pied d'outils de communication adaptés aux besoins des collectivités. Les initiatives de communication se sont largement intensifiées à partir de juin 2023, et se sont depuis poursuivies à un rythme stable.

APERÇU DU RAPPORT DE COMMUNICATION

Le présent rapport aborde les principales activités de communication réalisées par l'équipe, notamment le plan de communication mis sur pied en début de processus, les séances d'information avec les membres des collectivités et les entités régionales, et un résumé des commentaires obtenus. Ces activités nous ont permis de brosser un portrait clair des réflexions et des préoccupations de chacune des collectivités crient sur les différentes composantes de LGA et le protocole dans son ensemble. Le présent rapport résume cette rétroaction et émet des recommandations sur les possibles phases suivantes, si la Nation crie accepte bel et bien de poursuivre les discussions.

ÉCHÉANCIER

ÉTUDE

FÉVRIER 2020

Signature du protocole d'entente

AVRIL 2021

Lancement du réseau d'agents d'information communautaire

JUIN 2021

Lancement des études

SEPTEMBRE 2022

Rapport provisoire des études

NOVEMBRE 2023

Résumé directif des études

FÉVRIER ET MARS 2024

Rencontres avec les usagers du territoire à Ouje-Bougoumou, Waskaganish, Chisasibi et Mistissini

MARS 2024

Dépôt des résultats de l'étude

MARS 2024

Fin du mandat

COMMUNICATIONS

FÉVRIER 2020

Lancement du site Web (page unique)

AVRIL 2021

Première bonification du site Web (6 pages)

MAI 2021

Première édition du bulletin d'information

OCTOBRE 2021

Lancement de la page Facebook

OCTOBRE 2022

Vidéo animée #1

Lancement de la chaîne YouTube

NOVEMBRE 2022

Deuxième bonification du site Web (14 pages)

AVRIL 2023

Vidéo animée #2

JUIN 2023

Lancement de la phase de communication intensive

AOÛT 2023

Premier épisode de l'émission de radio

SEPTEMBRE 2023

100^e édition du bulletin d'information

OCTOBRE 2023

Vidéo animée #3

MARS 2024

Vidéo animée #4

RENCONTRES DES AGENTS D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE

En ligne sauf indication
contraire

2021

22 avril
21 mai
10 juin
23 juin
28 juillet
5 août
27 août
3 septembre
22-23 septembre
21 octobre
25 novembre

2022

26 janvier
23 février
29 mars
3 juin
12-13 juillet (Val-d'Or)
6 septembre
25-26 octobre (Montréal)
21 novembre
6-8 décembre (Gatineau)

2023

18-19 janvier (Val-d'Or)
23 février
13-14 mars (Montréal)
25 mai
10 et 12 juillet (Montréal)
22 août
17 novembre
5-7 décembre (Gatineau)

2024

12 janvier
30-31 janvier / 1^{er} Février (Oujé-
Bougoumou)
26-28 mars (Montréal)



PLAN DE COMMUNICATIONS

OBJECTIFS

Le plan de communication visait **trois objectifs principaux** :

01

Poursuivre les discussions et l'engagement continu avec les collectivités et les usagers du territoire

02

Faire la promotion du processus et des résultats des études de LGA

03

Construire la compréhension et la confiance du public envers cette initiative dirigée par la Nation crie par et pour les collectivités locales

STRATÉGIE

Les projets de développement passés à Eeyou Istchee ont laissé des traces non seulement sur le territoire, mais aussi dans l'esprit de bien des résidents, qui se sont sentis exclus des décisions et des retombées de projets qui les concernaient pourtant directement. La campagne de communication ayant été largement ralentie lors de son lancement en raison de la pandémie de COVID-19, LGA devait trouver un moyen de gagner la confiance du public relativement rapidement. Ainsi, la stratégie de communication a été fondée sur la disponibilité et la transparence.

Puisque les discussions en personne sont fondamentales pour bâtir la confiance, l'équipe de LGA a favorisé une communication directe avec la majorité des parties prenantes. Toutefois, échanger ainsi avec un public relativement restreint dispersé sur un territoire immense comporte son lot

de défis, et nécessitait notamment des horaires correspondants, des conditions météo favorables, une planification rigoureuse et un budget considérable. C'est pourquoi, dès le début, les canaux numériques ont été mis à profit comme compléments aux discussions en personne pour contribuer aux efforts de sensibilisation, et informer les parties prenantes des conversations et des initiatives en cours.

La proximité physique priorisée par la campagne de communication nécessitait certains accommodements linguistiques. Grâce au réseau d'agents d'information communautaires (CIOs) et d'agents de liaison Cris, au moins un Cri a pris part à presque toutes les rencontres, ce qui a permis aux participants de s'exprimer et d'obtenir des réponses dans la langue de leur choix.



PUBLICS

La majorité des initiatives de communication s'adressaient à l'ensemble des résidents du territoire. Or, une attention particulière a été portée à certains groupes, soit en raison de leur réalité unique ou parce qu'ils ont tendance à être exclus des discussions en groupes élargis.

Tout au long du processus, les groupes suivants ont été interpellés à différents niveaux et à l'aide de messages et de formats personnalisés, souvent mis sur pied à la lumière de leurs commentaires.

UTILISATEURS DU TERRITOIRE CRIS	MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ	DIRIGEANTS RÉGIONAUX
DIRIGEANTS LOCAUX	AINÉS	JEUNES
FEMMES	GROUPES D'INTÉRÊTS	GROUPEMENTS D'ENTREPRISES
JAMÉSIENS	AUTRES GOUVERNEMENTS	AUTRES PREMIÈRES NATIONS



CANAUX

RENCONTRES

RENCONTRES PUBLIQUES

Discussions permettant aux membres de la collectivité de se renseigner, de poser des questions, d'obtenir des précisions et d'exprimer leurs opinions sur le programme

GROUPES DE DISCUSSION

Présentations offertes à différentes organisations, souvent axées sur leurs champs d'intérêt propres, visant à approfondir divers sujets

CONTENU PRODUIT PAR LGA

SITE WEB

Source d'information pouvant être consultée à tout moment

ARTICLES PROMOTIONNELS

Articles visant à attirer l'attention et à accroître la visibilité

RÉSUMÉ DIRECTIF

Version résumée et vulgarisée des rapports d'étude complets

INFOLETTRES

Résumés des actualités transmis chaque semaine

MÉDIAS SOCIAUX

Présence continue sur Facebook

BALADOS

Contenu audio créé par les CIO et distribué sur nos plateformes

ENTREVUES DANS LES MÉDIAS

Couverture médiatique visant à promouvoir le processus, présenter les résultats et inviter la population aux événements

RÉSUMÉS D'ÉTUDES

Matériel de référence à imprimer et à distribuer

ÉMISSION DE RADIO

Contenu audio créé par les CIO et diffusé sur les ondes de la radio de la *James Bay Cree Communications Society*

VIDÉOS ANIMÉES

Vidéos explicatives sur LGA, sa mission et ses processus

AFFICHES

Résumés informatifs et invitations aux événements à afficher dans les collectivités

SIGNETS

Contenu simple et bilingue proposé lors des événements afin d'augmenter les réponses aux sondages.



INITIATIVES PAYANTES



PUBLICITÉS FACEBOOK/ INSTAGRAM

Contenu ciblé pour
les résidents
d'Eeyou Istchee



MARKETING SUR LES MOTEURS DE RECHERCHE

Publicités en ligne
ciblant les requêtes
connexes à LGA



PUBLICITÉS YOUTUBE

Versions courtes des
vidéos animées
présentées aux
résidents du territoire
dans leurs fil
d'actualité et lors de la
lecture d'autres vidéos



PUBLICITÉS DANS LES MÉDIAS

Publicités dans les
médias locaux faisant
la promotion
d'événements et de
discussions sur LGA

OUTILS DE MESURE

SONDAGE

Sondage de perception du public de 15 questions
visant à évaluer la perception, la compréhension et
le soutien des résidents du territoire envers LGA

RÉSULTATS DE L'ENGAGEMENT NUMÉRIQUE

Données tirées des campagnes numériques visant
à assurer le suivi des résultats et à apporter les
ajustements requis



RÉSULTATS

MÉDIAS SOCIAUX ET PRÉSENCE EN LIGNE



SITE WEB

264,000

Visiteurs uniques

02:13

Temps moyen passé
sur chaque page



INFOLETTRE

124

Éditions de l'infolettre

800+

Lecteurs par semaine



FACEBOOK

702

Abonnés

152

publications



FACEBOOK - PUBLICITÉS PAYÉES

1.8M

de visionnements

19,000

Clics



YOUTUBE

12

Vidéos animées
(en 3 langues)

2.7M

de visionnements



PUBLICITÉS PAYÉES (GOOGLE/BING)

245,000

Impressions

10,000

Clics



PUBLICITÉS INTÉGRÉES (GOOGLE)

40M

Impressions

280,000

Clics



DÉTAILS DE L'ENGAGEMENT

Des discussions avec les membres des collectivités et les usagers du territoire sont en cours depuis le tout début du processus, et sont qualifiées d'« engagements » pour refléter la nature exploratoire du programme. Pour tout projet d'infrastructure à l'étude qui viendrait à se concrétiser, des analyses supplémentaires seraient requises, dont le processus de consultation traditionnel auquel les gens sont habitués.

	ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET RENCONTRES PUBLIQUES	GROUPES DE DISCUSSION	ENTREVUES AVEC LES USAGERS DU TERRITOIRE	NOMBRE DE TERRAINS DE PIÉGEAGE
Entités régionales	33	11	4	S.O.
Whapmagoostui	7	6	17	13
Chisasibi	12	4	37	23
Wemindji	3	1	22	8
Eastmain	3	3	15	4
Waskaganish	5	2	26	8
Nemaska	1	1	28	12
Waswanipi	1	0	3	3
Ouje-Bougoumou	3	0	8	4
Mistissini	3	2	66	19
Association Eeyou Washaw Sibi	2	1	9	4
Total	73 assemblées générales (50 à 150 participants chacune)	31 groupes de discussion (généralement de 8 à 15 participants chacun)	235 entrevues (de 2 à 3 participants chacune)	98 terrains de piégeage inclus

ENTITÉS RÉGIONALES CRIES RENCONTRÉES :

- Association crie d'artisanat autochtone
- Association des trappeurs cris
- Conseil des jeunes de la Nation crie
- Conseil des aînés Nishiyuu
- Bureau d'indemnité cri
- Corporation Niskamoon
- Association des femmes cries d'Eeyou Istchee
- Association crie de pourvoirie et de tourisme
- Agents de développement économique (Groupe économique Eeyou)
- Département du commerce et de l'industrie (Gouvernement de la Nation crie)
- Département des travaux d'immobilisation (Gouvernement de la Nation crie)
- Développement des compétences Apatisiwin (Gouvernement de la Nation crie)
- Département de l'environnement et des travaux de restauration (Gouvernement de la Nation crie)
- Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (Comex)
- Commission scolaire crie
- Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James

CONTRAINTE

La pandémie de COVID-19 a grandement compliqué les échanges avec les membres des collectivités d'Eeyou Istchee. En effet, les mesures de distanciation physique sont demeurées en place dans plusieurs régions du territoire jusqu'à l'été 2022, et ont considérablement limité la capacité de l'équipe à organiser des séances d'information et de discussion en amont de la phase de communication. En conséquence, il n'y a eu que peu ou pas de communications soutenues avec l'ensemble des collectivités avant 2023. Plusieurs des discussions réalisées au cours de la dernière année constituaient un premier contact avec les collectivités.

Énormément d'efforts ont été déployés pour expliquer les concepts de base de LGA, de sorte que les discussions plus approfondies se sont limitées aux quelques derniers mois.

À l'été 2023, une série d'incendies de forêt dévastateurs, d'abord au sud, puis au nord du territoire d'Eeyou Istchee, ont causé des retards importants à la mise en œuvre du plan de communication dans plusieurs collectivités. Plusieurs assemblées prévues à l'été ont dû être reportées à l'automne.

SONDAGES DE PERCEPTION DES CRIS

En août 2021, un premier sondage de 7 questions simples a été mené en ligne auprès de 294 répondants afin de mesurer la connaissance générale de La Grande Alliance (LGA) au sein des collectivités criées. Deux ans plus tard, un deuxième sondage en ligne de 15 questions (dont les questions du sondage précédent) a été rempli par 327 répondants. De ce nombre, les répondants non criés ont été écartés, pour un total de 282 répondants criés. À ce questionnaire en ligne s'est ajouté un sondage téléphonique auprès de 462 répondants jamésiens. Le rapport complet du sondage est accessible sur le site Web.

Le sondage visait à mesurer l'évolution de la connaissance de LGA dans les collectivités criées entre 2021 et aujourd'hui, et toute disparité notable entre Cris et Jamésiens. Cependant, les résultats des deux sondages ne peuvent être généralisés à la population en raison de la taille réduite de l'échantillon, en particulier chez les Cris, et de son caractère non probabiliste. L'interprétation des résultats, qui peuvent être consultés dans leur intégralité ici, doit être faite à la lumière de cette mise en garde. Voici quelques conclusions notables des sondages

Tant chez les Cris que chez les Jamésiens, les médias sociaux sont la principale source d'information sur LGA (37 %). Si les Cris se tournent vers les sources officielles de LGA comme deuxième source d'information (22 %), les Jamésiens préfèrent se

renseigner dans les médias traditionnels (28 %), soit la télévision, la radio et les journaux.

Il existe encore beaucoup de malentendus et d'interprétations erronées concernant LGA. Environ un répondant sur cinq affiche une compréhension adéquate de LGA, un répondant sur trois n'en connaît pas l'existence ou ne souhaite pas en parler, et plus de la moitié des répondants désirent et requièrent davantage d'engagements. Bref, le besoin de poursuivre la conversation à Eeyou Istchee s'avère évident.

Voici quelques résultats de l'étude :

La majorité des répondants avaient déjà entendu parler de LGA (84 % en 2021 et 90 % en 2023)

En 2021, 50 % des Cris avaient une idée générale de LGA. En 2023, ce pourcentage s'élevait à 81 %, ce qui constitue une amélioration notable.

De plus, davantage de Cris déclarent se sentir bien informés au sujet de LGA en 2023 qu'en 2021 (22 % et 11 %, respectivement).

RÉTROACTION DE L'ENGAGEMENT

Pour favoriser la participation des collectivités à la conception des infrastructures de transport, LGA a mené une série d'activités d'engagement à l'échelle locale. Pour chacune de ces activités, un rapport a été produit à l'aide de l'outil Survey 123. Les données ainsi recueillies demeurent la propriété de la Nation criée et peuvent uniquement être utilisées pour faciliter et documenter le processus d'engagement.

Cette section résume les espérances, les préoccupations, les questions et les suggestions documentées tout au long de la phase d'engagement.

PERCEPTION PRÉ-ENGAGEMENT

Les initiatives d'engagement ont révélé un écart important entre les objectifs décrits dans le Protocole d'entente et les perceptions de la population d'Eeyou Istchee sur les études de LGA. Lors de la présentation initiale des études, les résidents ont fait part de nombreuses questions et préoccupations, notamment au sujet du refus des maîtres de trappe, du tracé des routes, de la date de début des travaux ou du besoin général d'un chemin de fer. De plus, la

perception selon laquelle LGA est une « entente conclue entre quatre murs » impliquant « le gouvernement » a également été documentée. Or, on note que les Cris ne ferment pas complètement la porte au projet, mais exigent plutôt que « tous » demeurent informés.

PROTECTION DE LA CULTURE ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES CRIS

La question des droits culturels de la Nation criée est au cœur de toute proposition de nouvelles infrastructures dans la région. La transmission du savoir traditionnel aux jeunes générations dépend de l'intégrité et de la santé du territoire. Mais si la survie de la culture criée est importante, le développement économique l'est tout autant. Par exemple, l'importance de préserver les activités de récolte et les pratiques de partage traditionnelles coexiste avec la nécessité de créer des emplois et de favoriser de nouvelles opportunités économiques.



Le graphique ci-dessus illustre la proportion des réponses recueillies par Survey 123 qui pourraient être classifiées de préoccupations ou de questions sur la raison d'être et la « propriété » de LGA, contre celles qui pourraient manifester un quelconque intérêt envers les projets d'infrastructure et le développement économique à Eeyou Istchee. La portion bleue du graphique est influencée par l'écart de compréhension chez les répondants qui n'ont pas été inclus à la phase d'étude initiale. Ceux-ci entendaient parler de LGA pour la première fois, ce qui a contribué à leur incertitude et à certaines préoccupations entourant la transparence du processus.

En revanche, la portion verte du graphique révèle que la phase de communication a majoritairement suscité un intérêt envers les projets d'infrastructure, dans la mesure où ceux-ci améliorent l'accessibilité du territoire, répondent aux besoins économiques des collectivités et sont respectueux de la nature.

Les infrastructures de transport sont source de préoccupations immédiates, mais aussi d'espoir. Par exemple, les collectivités voient les nouvelles infrastructures routières d'un œil positif lorsqu'elles améliorent la sécurité, et facilitent l'accès aux terrains de piégeage et aux campements au printemps et en hiver. Cependant, les préoccupations relatives aux prolongements des routes et aux routes d'accès sont largement répandues. En effet, la hausse projetée de la circulation routière suscite des craintes quant aux vols dans les campements, à la pollution (poussière, incendies), aux vibrations néfastes pour la chasse et la pêche, aux violations du droit de propriété, au braconnage et à d'autres menaces pour le mode de vie cri. Certains maîtres de trappe se disent inquiets de la proximité des routes à leurs terrains de piégeage, tout particulièrement lorsque ceux-ci sont de petite taille.

En revanche, plusieurs usagers du territoire se montrent ouverts aux mesures d'atténuation, par exemple la création de routes d'accès clôturées vers les campements et la garantie d'un nettoyage rapide en cas de déversement, d'incendie, etc.

Les activités d'engagement ont révélé un optimisme prudent de la part des résidents d'Eeyou Istchee, qui estiment qu'il est possible d'améliorer l'accessibilité routière au sein du territoire sans pour autant compromettre les espaces sacrés qui sont fondamentaux au mode de vie cri. Cette attitude s'applique principalement aux routes et aux autoroutes, et moins au port et aux chemins de fer projetés.

PROTECTION DES TERRAINS DE PIÉGEAGE

Les résidents de l'ensemble du territoire ont manifesté leurs attentes quant à la protection du mode de vie cri traditionnel et des zones de grande valeur (p. ex. milieux humides, qualité de l'eau). Les parties prenantes cries – maîtres de trappe, membres de la collectivité, associations d'aînés régionales et locales, trappeurs, chasseurs, femmes et jeunes – sont pleinement conscientes de ce qui est en jeu.

Les maîtres de trappe forment le groupe le plus mobilisé pour contrer les répercussions négatives de nouvelles infrastructures sur le territoire. Les terrains de piégeage sont au cœur de la culture Eeyou et sont essentiels au mode de vie des Cris. Les maîtres de trappe se questionnent notamment sur la modification potentielle des limites des terrains de piégeage en présence d'activités d'extraction, dont l'exploitation forestière. Comme l'a mentionné l'un d'entre eux, « les limites des terrains de piégeage redeviennent un enjeu [tout particulièrement] dans les zones exploitées par l'industrie forestière, [puisque] tout le monde veut modifier les frontières pour avoir sa part du gâteau ». Les craintes relatives aux infrastructures de transport comprennent non seulement les répercussions environnementales, mais aussi les questions de zonage et d'aménagement du territoire. De même, les changements climatiques ont souvent été mentionnés pendant le processus d'engagement, majoritairement par les maîtres de trappe. Puisque ceux-ci observent aux premières loges les effets des changements climatiques, ils estiment qu'ils devraient être directement impliqués dans tout projet d'infrastructure.

BÉNÉFICES POTENTIELS DE LA GRANDE ALLIANCE

Les perceptions des parties prenantes sur l'amélioration de l'accessibilité du territoire et des transports sont mitigées. Si certains accueillent avec enthousiasme la sécurité, la commodité et l'abordabilité accrues promises par de nouvelles routes (qui offriraient une alternative au transport aérien, par exemple), d'autres s'inquiètent de la hausse de la circulation et des perturbations dans les zones hautement sensibles et de grande valeur, ainsi que de l'occupation illégale (et légale) du territoire par des non-Cris. Sur la côte d'Eeyou Istchee, les perspectives économiques générées par LGA doivent être évaluées au regard de la hausse du trafic maritime et routier qui pourrait résulter du raccordement de collectivités isolées (p. ex., Whapmagoostui) au réseau routier d'Eeyou Istchee.

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

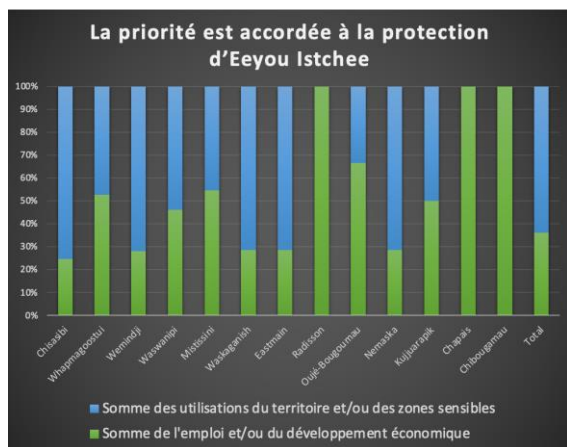
Les membres de la collectivité sont nombreux à redouter des dommages supplémentaires à un territoire déjà transformé par des travaux majeurs. Ils craignent que le territoire ne soit pas en mesure d'accueillir de nouveaux grands projets d'infrastructure. En revanche, certains gardent espoir que ces projets sauront répondre aux attentes de la collectivité tout en évitant les zones sensibles. Les usagers du territoire exigent par exemple des mesures d'atténuation lors de la construction d'un chemin de fer en zones « déjà endommagées », notamment des mesures de protection contre les déversements à proximité des lacs et des milieux humides. De même, la préférence pour certains matériaux de construction, notamment « l'aluminium plutôt que l'acier pour les ponceaux », est un autre exemple d'attitude positive envers LGA.



Du côté des critiques, on note des inquiétudes quant à la transparence des intérêts derrière la construction d'un nouveau chemin de fer, que certains voient comme un mode de transport conçu pour le minerai plutôt que pour les passagers. À l'opposé, certains ont espoir que la construction d'un chemin de fer pourra éviter les zones très sensibles.

TRANSPARENCE ET PRISE DE DÉCISIONS

Comme mentionné précédemment, la transparence est une préoccupation largement documentée lors de la phase de communication. Les répondants se montrent notamment inquiets de la protection des droits et des intérêts garantis par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ), et veulent s'assurer que LGA ne mine d'aucune manière, dans l'immédiat ou dans le futur, les gains effectués par la Nation crie en matière de droits d'utilisation des terres. La propriété et l'échéancier du projet sont perçus comme deux aspects qui pourraient être affectés par un manque de transparence. Par exemple, le Conseil des jeunes de la Nation crie a manifesté fermement ses réserves quant à la transparence de l'utilisation des terres. Des préoccupations similaires ont été recensées à l'échelle du territoire. Les questions sont nombreuses sur « l'entité derrière LGA » et « l'échéancier de LGA ».



Les préoccupations relatives à la propriété de LGA reposent finalement sur des considérations très pratiques, notamment comment se ferait la prise de décisions si une collectivité « soutient LGA » alors qu'une autre s'y oppose.

Partout, les participants s'attendant à ce que les usagers du territoire soient entièrement engagés dans les discussions et la prise de décisions, et demandent d'avoir accès à un calendrier des activités d'engagement. En effet, les activités organisées ont suscité la demande pour un engagement accru. Il y a énormément de sujets à aborder, et les discussions devront prendre en compte les nombreuses préoccupations en matière de transparence.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Bien que la question de la capacité des institutions à gérer les droits et les intérêts n'ait pas été directement soulevée, le processus d'engagement met en lumière la nécessité d'évaluer le développement des capacités non seulement par rapport aux emplois potentiels, mais aussi à la gestion de l'utilisation des terres (catégorie 1). Puisque LGA pourrait nécessiter une modification du zonage, des permis de construction et autre, la question des capacités à l'échelle locale s'avère potentiellement pertinente.

CONCLUSION : LES COLLECTIVITÉS DEMANDENT UN ENGAGEMENT ACCRU

Les projets de développement passés ont créé des préoccupations tenaces chez la population d'Eeyou Istchee. En ce sens, les opinions demeurent partagées quant aux bénéfices potentiels de LGA, tout particulièrement en matière d'amélioration de l'accessibilité du territoire et des transports. Les Cris ne sont pas convaincus qu'il soit possible d'atteindre l'équilibre entre progrès économique et protection de l'environnement, des espaces sacrés et de leur mode de vie traditionnel.

Les collectivités demandent un engagement accru afin de répondre à leurs préoccupations et d'intégrer harmonieusement la protection environnementale et culturelle à la création de nouvelles perspectives économiques. Le rapport d'engagement suggère également que les Cris estiment qu'une réduction des répercussions négatives des interventions futures est possible si le savoir Eeyou est respecté et mis à profit.

Bien que les études de préféabilité menées par LGA aient été validées par des activités d'engagement documentées, les demandes et les perceptions des Cris pourraient être appelées à changer en raison de la nature même de LGA. LGA étant un processus de développement des infrastructures fondé sur une vision à long terme, nous devons impérativement continuer de documenter les demandes et les perceptions des membres de la collectivité, de répondre à leurs préoccupations, et de maintenir une approche inclusive et transparente à la planification.

ÉTUDES ADDITIONNELLES

ÉTUDE SUR LA ROUTE BILLY DIAMOND

Après le dépôt du rapport technique, une étude supplémentaire a été commandée afin d'analyser le coût d'une amélioration potentielle de la route Billy-Diamond pour accueillir le transport préalablement prévu sur la future ligne ferroviaire. Ce changement augmenterait la taille et le nombre des véhicules lourds qui circuleraient sur la route Billy-Diamond. L'étude complémentaire vise à trouver une façon de permettre à ces véhicules d'emprunter la route sans compromettre sa durée de vie utile, et à évaluer les coûts de réfection ou de construction associés.

Cette étude s'intéresse uniquement à la zone située entre Matagami et le kilomètre 257 (pont de la rivière Rupert), où la Société de développement de la Baie James (SDBJ) a déjà procédé à divers travaux de réfection, sans toutefois envisager l'impact d'une hausse potentielle de la circulation générée par les activités minières à Eeyou Istchee. L'étude de marché a révélé une hausse considérable de la circulation générée par les nombreux projets miniers prévus sur le territoire.

Le débit de circulation par camion sur la route est évalué à

2.4M
tonnes par année

40.5%
du débit journalier moyen annuel

Les études ont révélé que les minières évaluent la possibilité d'utiliser des trains articulés doubles et triples, transportant des

charges de **85** et de **120** tonnes.

Cette étude supplémentaire a également mis en lumière que les paramètres de conception initiaux n'anticipaient pas la hausse potentielle du débit routier quotidien découlant des projets miniers. La situation est d'autant plus complexe que la route d'origine ne tenait pas compte des problèmes causés par le gel-dégel, compte tenu du très faible débit routier initialement prévu. L'analyse financière a permis d'établir la valeur actualisée nette des différentes infrastructures ainsi que le ratio coûts-avantages de chaque option.

ÉTUDE SUR L'AÉROPORT DE MISTISSINI

La Nation crie de Mistissini a demandé à la SDC de mener une étude sur les perspectives économiques de la construction d'un aéroport à proximité de Mistissini. Pour répondre à cette demande, VEI a mené une étude préliminaire visant à déterminer les besoins en matière de transport aérien et les caractéristiques d'un futur aéroport, ainsi qu'à proposer des sites adéquats pour son implantation potentielle.

ÉTUDE SUR LA ROUTE SECONDAIRE DE LA SCIERIE DE WASWANAPI

La scierie Bois d'œuvre cri – Cree Lumber de Waswanipi a demandé l'aménagement d'une route secondaire pour relier son usine à la ligne de chemin de fer Grevet-Chapais projetée. L'étude s'est penchée sur trois options potentielles :

Option 1a : Modifier le tracé de la ligne de chemin de fer projeté pour qu'elle passe le plus près possible de la scierie.

Option 1b : Ajouter un embranchement ferroviaire entre la scierie et la ligne Grevet-Chapais.

Option 2 : Bâtir une zone de transbordement privée pour la scierie dans la zone de transbordement de Chapais (déjà planifiée) le long de la route 113 et/ou dans la zone de transbordement de Desmarisville

Ces trois études supplémentaires sont accessibles sur le site Web.

RENCONTRE DES UTILISATEURS DU TERRITOIRE



SÉANCE D'ENGAGEMENT DES USAGERS DU TERRITOIRE D'OUIJÉ-BOUGOUMOU

Auberge Capissisit, Oujé-Bougoumou | 6-7 février 2024

47 PARTICIPANTS

- 32 usagers du territoire et membres de la collectivité
- 3 agents d'information communautaire
- 3 agents de liaison Cris
- 9 consultants

INFRASTRUCTURES ABORDÉES

- Grevet-Chapais
- Route 167
- Rail phase 1 – Matagami à Rupert

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

(80% EN ANGLAIS / 20% EN CRI)

Les parties prenantes ont soulevé plusieurs questions et préoccupations lors de la discussion, notamment concernant l'absence de représentants du gouvernement de la Nation crie et l'inclusion souhaitée d'institutions crie à la propriété du chemin de fer. Ce dernier a été largement commenté, à la lumière des expériences personnelles des participants et du contexte historique.

Certains ont souligné les répercussions de projets ferroviaires passés sur les activités crie traditionnelles comme le piégeage, tandis que d'autres ont réitéré le besoin de prendre des décisions éclairées et d'exercer un certain contrôle sur le développement du chemin de fer. Les conflits potentiels découlant de l'accès facilité au territoire et le besoin de s'attaquer aux problèmes sociaux associés au développement du territoire, notamment la toxicomanie, sont également au rang des préoccupations soulevées.

Les participants ont continué d'exprimer leur vision et de poser des questions sur différents aspects des projets proposés, notamment l'entretien des infrastructures, l'allocation des contrats, les considérations environnementales et l'impact des projets sur les collectivités locales. Ils se sont prononcés en faveur d'une amélioration des infrastructures parallèlement aux projets de développement, tout particulièrement des routes utilisées par les trappeurs. Les discussions ont également abordé la responsabilité de l'entretien des routes, et la nécessité d'adopter des pratiques de construction écoresponsables pour atténuer les répercussions négatives sur l'environnement, notamment la contamination par la créosote de bois.



SÉANCE D'ENGAGEMENT DES USAGERS DU TERRITOIRE DE WASKAGANISH

Auberge Kanio-Kashee, Waskaganish | 20-21 février 2024

68 PARTICIPANTS

- 55 usagers du territoire et membres de la collectivité
- 5 agents d'information communautaire
- 2 agents de liaison Cris
- 6 consultants

INFRASTRUCTURES ABORDÉES

- Rail phase 1 – Matagami à Rupert
- Route-du-Nord entre la rivière Rupert et la Route Billy-Diamond
- Routes d'accès à Eastmain, Waskaganish et Nemaska

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

(50% EN ANGLAIS / 50% EN CRI)

Les membres de la collectivité ont manifesté leur scepticisme quant aux bénéfices du projet, alimenté par le lien historique existant entre développement

ferroviaire et exploitation minière, et l'absence passée de retombées positives pour la Nation crie. Ils ont soulevé des questions concernant les ententes précédemment conclues, l'impact des routes d'accès, le transport et les perturbations aux milieux naturels, notamment les étangs abritant des oies et les territoires de chasse. Les discussions ont révélé une certaine frustration envers les non-autochtones, qui ne saisissent pas pleinement l'importance des terres autochtones.

Conscients de l'évolution des dynamiques environnementales, les participants ont exigé l'engagement accru des jeunes au processus de prise de décisions. Ils ont manifesté leurs préoccupations à l'égard des conséquences écologiques potentielles, de l'entretien des infrastructures et des promesses faites par les entités externes, notamment Hydro-Québec. Les discussions ont souligné l'implication nécessaire des jeunes dans la préservation de l'héritage culturel et des ressources naturelles pour les générations futures, en tenant compte du paysage complexe du développement du territoire, de la conservation et du bien-être collectif.



SÉANCE D'ENGAGEMENT DES USAGERS DU TERRITOIRE DE CHISASIBI

Salle de réception du Mitchuap, Chisasibi | 27-28 février 2024

96 PARTICIPANTS

- 81 usagers du territoire et membres de la collectivité
- 6 agents d'information communautaire
- 1 agent de liaison Cri
- 8 consultants

INFRASTRUCTURES ABORDÉES

- Route d'accès à Wemindji
- Route de Whapmagoostui
- Rail phase 2 – Rupert à La Grande
- Port de Whapmagoostui
- Rail phase 3 – La Grande à Whapmagoostui

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

(100% EN CRI)

La discussion s'est concentrée sur les différents projets de développement, et leurs implications pour le territoire et les moyens de subsistance de la Nation crie. Les préoccupations soulevées comprennent le manque de consultation et de communication perçu au sujet de la Grande Alliance, et le désir d'un dialogue plus inclusif, par lequel les membres de la collectivité pourraient émettre leurs réflexions et leurs appréhensions avant que les décisions ne soient officialisées. Les origines de LGA, ses sources de financement et l'étendue du contrôle que la Nation crie aurait sur ses retombées font partie des interrogations principales recensées.

L'impact environnemental du projet est l'un des grands points de discord, tout particulièrement en ce qui a trait au chemin de fer et au prolongement des routes. Les participants se sont montrés inquiets de la pollution, de la destruction des habitats naturels et de la contamination des sources d'eau douce. Ils ont souligné la nécessité de protéger l'environnement et les activités criées traditionnelles, telles que la chasse et la pêche. Il ressort des discussions un scepticisme palpable au sujet des prétendus bénéfices des projets, qui risquent d'exacerber les défis existants plutôt que de les régler.

Les participants ont exigé l'engagement complet de l'ensemble des parties prenantes, y compris les aînés et les jeunes, pour assurer que les décisions soient prises dans l'intérêt fondamental de la collectivité. La transparence, la transmission équitable de l'information et les efforts d'engagement déployés par les promoteurs du projet ont été soulevés comme autant de conditions essentielles à la confiance et à la participation réelle de la Nation crie. Les participants ont fait preuve d'une unité et d'une détermination notables pour protéger leur territoire, leur culture et les générations futures des pressions et de l'ingérence extérieures.

La discussion reflète un désir profondément enraciné chez les Crie d'affirmer leur souveraineté sur le territoire et ses ressources naturelles, et à faire passer le bien-être et l'autonomie de la Nation crie avant les intérêts externes. Les participants ont souligné l'importance de la collaboration, de la préparation et des efforts de revendication pour relever les défis complexes posés par les projets de développement et protéger le mode de vie cri. Ultimement, ce dialogue met en lumière la résilience de la Nation crie et sa détermination collective à façonner son futur dans un paysage en évolution rapide.



SÉANCE D'ENGAGEMENT DES USAGERS DU TERRITOIRE DE MISTISSINI

Auberge Mistissini, Mistissini | 19-20 mars 2024

36 PARTICIPANTS

- 30 usagers du territoire et membres de la collectivité
- 2 agents d'information communautaire
- 1 agents de liaison Cris
- 3 consultants

INFRASTRUCTURES ABORDÉES

- Route 167
- Route-du-Nord entre Mistissini et le pont de la rivière Rupert
- 2e route d'accès à Mistissini
- Aéroport de Mistissini

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION (75% EN CRI, 25% EN ANGLAIS)

Les délégués cris présents à la séance d'information pour les usagers du territoire de Mistissini ont apprécié le processus d'engagement et sont reconnaissants d'avoir été informés du progrès et du statut des études de LGA à Eeyou Istchee. C'était pour certains la première fois qu'ils étaient invités à participer à un tel processus. Les préoccupations principales soulevées lors de la séance concernent le transport lourd, jugé dommageable et dangereux par plusieurs maîtres de trappe.

Ceux-ci estiment que le transport lourd doit être réglementé et contrôlé étroitement pour améliorer la sécurité et limiter les dommages. Ils ont également mentionné qu'un réseau routier intégré et en boucle serait bénéfique pour la collectivité ainsi que pour Eeyou Istchee. Ils souhaitent cependant que l'on s'attaque à la question de la gestion et de la propriété des terres (en surface et souterraines), puisqu'ils se considèrent comme les intendants du territoire pour les générations futures. Toutefois, un maître de trappe a noté que l'engouement pour les activités traditionnelles sur le territoire semble s'essouffler, sans doute en raison du déclin des populations animales.





Pathways to
Traditional
Healing

ENGAGEMENT DES JEUNES

PRÉSENTATIONS EN MILIEU SCOLAIRE

Dans le cadre des initiatives d'engagement, l'équipe de LGA souhaitait s'entretenir avec de jeunes membres de la collectivité, un groupe peu représenté parmi les usagers du territoire sondés dans le cadre des études, et peu impliqué dans les assemblées générales annuelles et autres rencontres publiques.

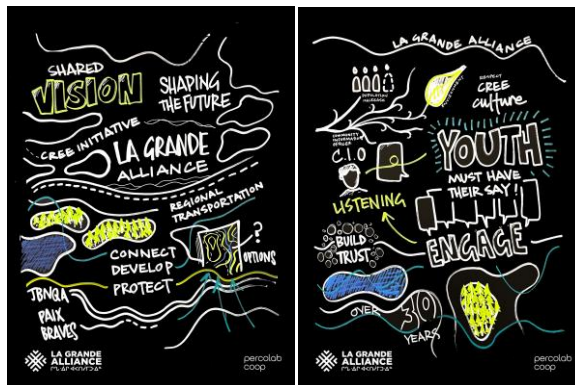
En mars 2023, l'équipe s'est adressée aux élèves de secondaire 4 et 5 de l'école de Mistissini pour leur présenter les études de LGA et les occasions d'emploi futures dans la région, que le projet se concrétise ou non. Nous avons également organisé une présentation à l'assemblée locale des jeunes, devant près de 100 personnes. Les commentaires recueillis ont révélé que, de manière générale, les participants regrettaient que la présentation soit principalement axée sur les perspectives d'emploi et qu'ils n'aient pas été davantage consultés au sujet de LGA. Cette impression était fondée, notamment en raison des éléments susmentionnés, mais semblait également reposer sur l'impression que LGA « était pratiquement en chantier ».

Les jeunes ont manifesté des inquiétudes quant à l'impact de la ligne ferroviaire sur la faune, et ont déploré la complexité technique de la présentation et le manque de transparence de LGA. Ils ont également mentionné avoir signé une pétition d'opposition aux études de LGA, et ont demandé d'aborder le sujet. Errol Mianscum, l'agent d'information communautaire de Mistissini, s'est assuré de répondre à leurs commentaires de manière ouverte et positive, et les a invités à venir discuter de leurs préoccupations dans son bureau.

À la lumière des commentaires des jeunes, l'équipe de LGA a modifié la présentation afin qu'elle soit plus adaptée à un public adolescent, et moins axée sur les aspects techniques et les occasions d'emploi. Une deuxième présentation a eu lieu à Waskaganish le 11 avril 2023, encore une fois devant les élèves de 4^e et 5^e secondaire. La présentation était plus simple, et s'est avérée plus engageante pour les jeunes. Or, certains d'entre eux ont encore exprimé leur insatisfaction envers le programme proposé.

Une dernière présentation a été faite devant les élèves de secondaire 3 à Eastmain, le 30 août 2023. Les participants se sont montrés plutôt intéressés par le programme de LGA, et ont discuté plus activement avec les présentateurs que ne l'avaient fait les élèves de secondaire 4 et 5 auparavant.

SOMMET DU CONSEIL DES JEUNES DE LA NATION CRIE



Le premier Sommet du Conseil des jeunes de la nation crie (CJNC) s'est déroulé à Québec du 25 au 27 février en présence de grands chefs des jeunes et d'invités issus des 10 collectivités crie d'Eeyou Istchee. Soixante-treize jeunes et environ 135 participants provenant de groupes et d'organismes pertinents à l'émancipation de la jeunesse crie ont pris part à cet événement présenté au Centre des congrès de Québec. Dix-sept organisations ont tenu des kiosques d'information, et sept ont animé des ateliers thématiques. L'équipe de La Grande Alliance a pris part aux trois jours de l'événement. Elle a proposé un kiosque d'information, une présentation et des ateliers pour faire connaître LGA aux jeunes Crie, prendre le pouls de leur opinion, et mesurer leur niveau de compréhension et d'engagement.

Lors du premier jour du sommet, l'équipe de LGA a animé une présentation devant un groupe élargi pour expliquer en quoi consiste LGA et quelle est sa pertinence pour la nouvelle génération. La présentation comprenait une mise en contexte détaillée, qui couvrait les événements historiques en amont de LGA depuis la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

L'équipe a présenté le domaine d'action concret de LGA et expliqué que le projet en était toujours aux stades des études de faisabilité. Les sujets abordés comprenaient la définition d'une infrastructure, les types d'infrastructure à l'étude, les différents processus de LGA et la vision générale qui sous-tend les activités de développement. L'accent a été mis sur la nécessité pour les jeunes Crie de manifester ce qu'ils désirent et d'agir en conséquence : « Vous êtes les aînés de demain. N'oubliez pas que vous avez votre mot à dire et que vous avez des responsabilités. » L'équipe de LGA a ensuite annoncé la tenue d'ateliers en petits groupes traitant de sujets variés, auxquels elle a encouragé les jeunes à participer.

Les ateliers présentés par La Grande Alliance dans le cadre de l'événement ont été divisés en deux séances. La première portait sur l'histoire du développement à Eeyou Istchee et s'est déroulée lors de l'après-midi du jour 1 et de l'avant-midi du jour 2. Au total, 17 jeunes y ont pris part. Un associé de la firme Percolab a créé un sommaire visuel de la présentation et des discussions, qui a ensuite été utilisé lors des séances suivantes pour illustrer ce qui avait été précédemment discuté et s'assurer que tous aient le même niveau de compréhension.

La première séance visait principalement à disséquer le concept de développement du territoire, et à expliquer l'incidence des événements passés sur les besoins actuels en matière de développement durable des infrastructures. Le concept, le rôle et les objectifs de LGA ont été présentés plus en détail. Les participants ont ensuite été invités à définir les avantages à la fois du mode de vie traditionnel et de la société industrielle moderne.

Les préoccupations soulevées par les participants concernaient principalement les pratiques traditionnelles, telles que la chasse, la cueillette et la fabrication artisanale, ainsi que des aspects plus généraux de la culture et des traditions crie, notamment la réappropriation de l'identité, les techniques de guérison, la transmission de la culture et de la langue, et l'unité familiale. Les participants ont également abordé des problématiques associées à la société industrielle, notamment la diversité, l'éducation, et les techniques et les ressources modernes. Finalement, l'équipe de LGA a demandé aux jeunes de définir les retombées positives et les répercussions négatives du développement des infrastructures sur le territoire d'Eeyou Istchee.

Les répercussions négatives soulignées – hausse des gaz à effet de serre, perturbations de la faune et de la flore, accidents de la route, etc. – témoignent de l'amour profond des jeunes Crie envers le territoire. Les participants ont soulevé qu'un accès facilité au territoire risquerait d'ouvrir la porte à des individus mal intentionnés. En revanche, la rapidité accrue des livraisons et des déplacements et une meilleure accessibilité au territoire à des fins légitimes (p. ex. chasser, se retrouver en famille, se réapproprier le territoire) faisaient partie des avantages mentionnés. Le premier atelier a permis de mesurer l'intérêt des jeunes envers LGA et leur niveau de compréhension de l'initiative, et de prendre le pouls de leurs questions générales et des idées fausses pouvant circuler. Il a brossé le portrait des défis futurs du développement des infrastructures à Eeyou Istchee sous la lentille de la jeunesse crie.



ÉMISSIONS DE RADIO

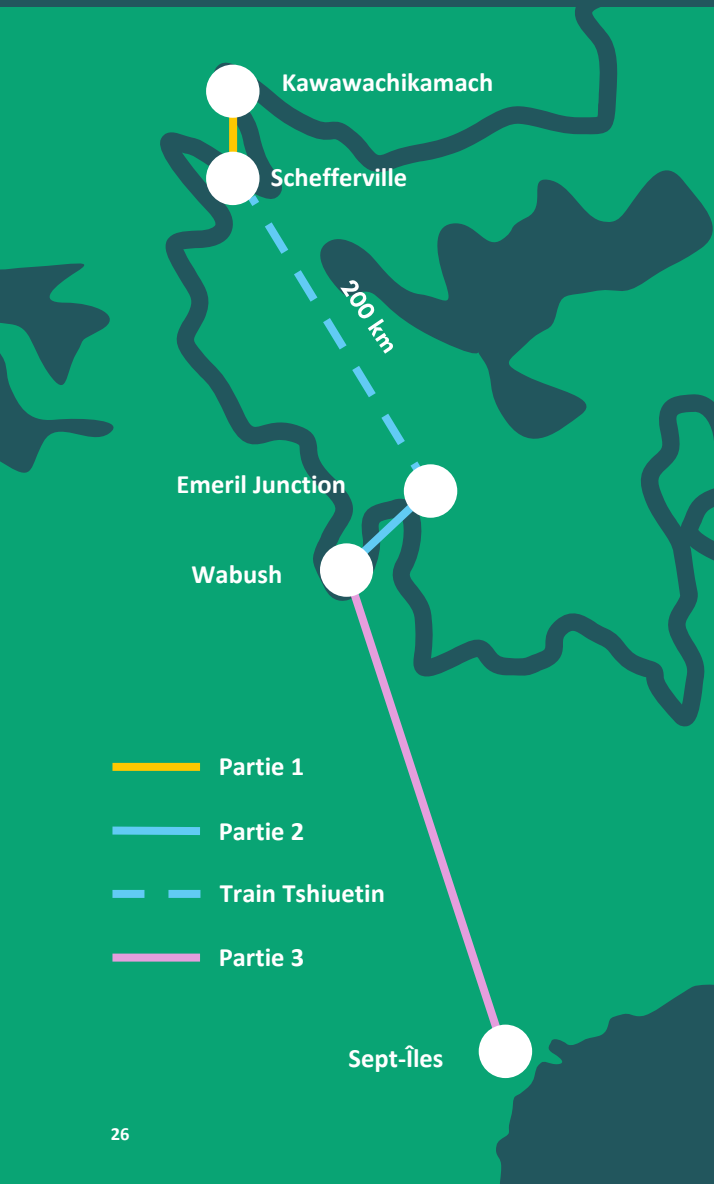
Dans le but d'accroître la sensibilisation à LGA au sein de la population crie, l'équipe a produit une série d'émissions de radio diffusées sur les ondes de JBCCS. Le premier épisode, d'une durée de 3 heures, a été diffusé en août 2023, et a été suivi de 11 épisodes bimensuels traitant de sujets tels que les assemblées générales, Transport Ferroviaire Tshuétin et la tournée de la délégation, le Secrétariat aux alliances économiques Nation crie Abitibi-Témiscamingue, et plus.



VISITE DE LA COMPAGNIE FERROVIAIRE TSHIUETIN

En novembre 2023, dans le but de mieux évaluer les répercussions positives et négatives de la construction d'une ligne de chemin de fer à Eeyou Istchee, une délégation de Cris de la Baie-James s'est rendue à Schefferville et à Sept-Îles pour visiter les installations de Transport Ferroviaire Tshiuetin Inc. Cette délégation de près de 70 personnes comprenait des agents d'information communautaire de LGA, des trappeurs, des étudiants, des représentants de l'Association crie des trappeurs, des membres des conseils de bande, des fonctionnaires chargés du développement économique, des entrepreneurs et des usagers du territoire issus de chacune des collectivités.

Tshiuetin étant la première ligne de chemin de fer en Amérique du Nord à être détenue et exploitée par un groupe des Premières Nations (Nation innue Takuaikan Uashat mak Mani Utenam, Nation naskapie de Kawawachikamach et Nation innue Matimekush Lac-John), l'équipe de LGA y voyait une bonne étude de cas pour explorer les différents aspects de la gestion d'un chemin de fer, notamment les opérations quotidiennes, la structure de gouvernance, l'impact sur l'environnement et les activités industrielles, ainsi que les défis et les opportunités.



ITINÉRAIRE DE LA VISITE:

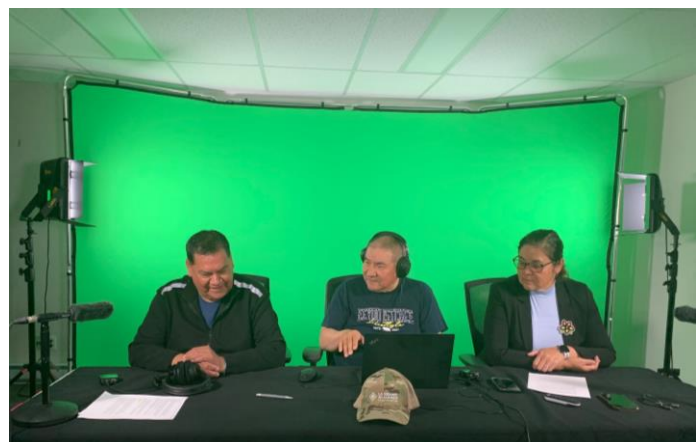
- 01 La tournée a débuté à Schefferville, où la délégation a rencontré des membres du conseil local de la Nation innue de Matimekush-Lac John, et de la communauté naskapie de Kawawachikamach. La délégation a visité l'école, le conseil de bande, le centre communautaire et l'aréna de Kawawachikamach en compagnie de représentants locaux. Elle y a découvert les nombreuses similarités culturelles et langagières partagées par les Naskapis et les Eeyouch.
- 02 Pour la deuxième portion de la visite, la délégation est montée à bord du train Tshiuetin à Schefferville et a parcouru environ 200 kilomètres pour atteindre Emeril Junction, au Labrador, en s'arrêtant ou en ralentissant en cours de route pour observer des campements innus. Depuis Emeril Junction, la délégation s'est rendue à Wabush par autobus, avant de s'envoler vers Sept-Îles.
- 03 Pour la troisième et dernière portion de la tournée, la délégation a visité les bureaux administratifs et le garage de Tshiuetin à Sept-Îles et de Uashat mak Mani-utenam. Une visite a eu lieu au conseil de bande de la communauté innue, y compris une discussion avec le chef Mike McKenzie et certains membres du conseil. Dans l'après-midi, la délégation s'est regroupée à Sept-Îles pour discuter des leçons tirées de cette brève visite.

Le tableau suivant résume les principales conclusions du groupe :

CONCLUSIONS PRINCIPALES DE LA TOURNÉE	MESSAGES POUR LES PROCHES À DOMICILE
<ul style="list-style-type: none"> • Apprentissages tirés de rencontres avec d'autres Nations • Paysages pittoresques le long du trajet • Propriété 100 % autochtone de Tshiuetin • Histoires inspirantes/partage de connaissances avec les aînés • Accent mis sur la sécurité ferroviaire • Discussions sur le train (opinions et préoccupations) avec d'autres Cris • Observation des opérations ferroviaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysage similaire à celui d'Eeyou Istchee • Si les Naskapis peuvent le faire, les Cris le peuvent aussi • Possibilité de trouver des solutions bénéfiques à tous par la collaboration • Nouvelles perspectives après avoir vu le chemin de fer (théorie vs pratique) • Meilleure compréhension de LGA • Meilleure compréhension des activités ferroviaires (opérations, impact, aspect financier) • Prix élevé de la nourriture et des matériaux sur place
RETOMBÉES POSITIVES DU CHEMIN DE FER	RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES DU CHEMIN DE FER
<ul style="list-style-type: none"> • Accès pratique aux campements • Nouvelles occasions d'emploi (main-d'œuvre autochtone à 89 %) • Amélioration des transports • Unité autour d'un projet commun • Occasion d'emploi, de formation et de développement professionnel • Services accrus pour le tourisme et les pourvoyeurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture potentielle à l'exploitation minière • Préoccupations au sujet de la faune • Préoccupations relatives à une liaison à Radisson plutôt qu'à Chisasibi • Impacts environnementaux • Défis commerciaux • Accès contrôlé

La délégation a mené des discussions hautement constructives et transparentes sur sa visite en territoires innu et naskapi. Ces échanges enrichissants ont permis de tirer des conclusions précieuses en soutien aux décisions que les Eeyouch pourraient devoir prendre au sujet de futures infrastructures de transport.

Une équipe de tournage a accompagné la délégation tout au long de la tournée pour documenter cette expérience unique et immortaliser les observations et les conclusions des délégués cris.



APERÇU

Comme précédemment mentionné, la phase de communication avait pour objectif de transmettre les résultats des études de faisabilité aux collectivités. Pour la majorité des publics, les discussions initiales visaient à sensibiliser les gens à l'objectif de telles études, soit de concevoir des infrastructures de transport plus adaptées aux besoins des collectivités.

À l'exception de la pointe sud du territoire, les premières routes aménagées à Eeyou Istchee, et tout particulièrement l'autoroute Billy-Diamond, sont le produit de la construction du complexe La-Grande. En vertu de la section 8.8.1 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois :

Les routes construites dans le territoire par la Société d'énergie de la Baie-James ou la Société de développement de la Baie-James, ou les deux, pour le complexe La Grande (1975) peuvent être utilisées par les Cris [...] dès que ces routes sont achevées et sont sûres, sous réserve de l'observation des règlements applicables ou qui seront applicables.

La refonte du réseau de transport doit donc aller au-delà du simple usage des infrastructures; celles-ci devront être repensées à la lumière des préoccupations et des besoins réels des collectivités. Pour de nombreux Eeyouch, cette approche est un concept nouveau, souvent accueilli avec cynisme et méfiance.

Eeyou Istchee est à l'aube d'accueillir l'un des plus importants booms miniers de son histoire, principalement alimenté par l'extraction de minéraux critiques. Trois projets (projet de mine de lithium Baie-James, projet minier Rose lithium-tantale et projet minier Whabouchi) ont déjà été approuvés et devraient voir le jour au cours des prochaines années. Il est encore trop tôt pour dire si d'autres projets seront approuvés dans le futur, mais les activités d'exploration sont nombreuses.

Les collectivités sont davantage préoccupées par les répercussions environnementales et sociales négatives de ces nouveaux projets qu'enthousiasmées par leurs bénéfices potentiels. En ce sens, susciter chez les Cris une certaine ouverture envers les résultats de l'étude et les amener à participer à une discussion équilibrée nécessite de surmonter les traumatismes passés associés à des projets de développement qui leur ont largement été imposés. Pour ce faire, beaucoup de temps et d'efforts seront nécessaires. Souvent, plusieurs discussions sur une période plus ou moins longue sont requises pour donner aux gens suffisamment de temps pour réfléchir aux idées transmises. Certaines collectivités et certains groupes ont besoin de plus de temps, notamment la communauté de Chisasibi, qui accueille à elle seule huit réservoirs.

COLLECTIVITÉS

WHAPMAGOOSTUI

CIO : John Shem

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Une communication efficace, qui inclut la Nation inuit, est essentielle à la participation de la collectivité à la prise de décisions.
- Les participants ont manifesté de nombreuses préoccupations environnementales (préservation de la faune), qui reflètent les valeurs partagées par les Cris et les Inuits.
- Les discussions économiques, tout particulièrement au sujet de l'emploi chez les jeunes, faisaient la promotion d'un développement durable qui profiterait à tous.

CHISASIBI

CIO : Christopher Herodier

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Les résidents souhaitent poursuivre le dialogue et les discussions
- On note un désir marqué de participer et d'assurer la participation d'autres collectivités
- La désinformation et le cynisme sont très présents en raison des projets hydroélectriques passés

WEMINDJI

CIO : Dennis Georgekish

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- La majorité des membres soutiennent le processus, mais veulent être davantage impliqués à l'avenir
- Les usagers du territoire se disent préoccupés par l'impact environnemental sur les zones sensibles
- Davantage d'informations devront être recueillies avec et pour les usagers du territoire

EASTMAIN

CIO : Norman Cheezo

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Le grand public est préoccupé par certains éléments du projet, mais est très enthousiaste envers la réfection de la route d'accès.
- Les usagers du territoire sont préoccupés par l'impact environnemental du chemin de fer sur la faune dans leurs terrains de piégeage. Ils estiment que les jeunes devraient être davantage impliqués, compte tenu de l'échéancier projeté de LGA.
- Les résidents ne voient pas le besoin immédiat derrière LGA et sont généralement méfiants envers le processus. Ils veulent voir des rapports dans le cadre de séances plus ciblées.

WASKAGANISH

CIO : Raymond Blackned

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Le grand public s'est montré surpris du chemin de fer proposé.
- Les usagers du territoire veulent savoir quand la route serait construite.
- De manière générale, les maîtres de trappe soutiennent la construction de la route, mais émettent des réserves quant à la construction du chemin de fer.

MISTISSINI

CIO : Errol Mianscum

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- La communauté a manifesté son soutien général envers le processus d'étude.
- Les jeunes se sont montrés très intéressés et préoccupés, et ont posé beaucoup de questions précises.
- Les résidents sont généralement pour les travaux proposés sur la route 167 et la construction d'un aéroport, mais ont des questions.

COLLECTIVITÉS

OUJE-BOUGOUMOU

CIO : Sydney Coonishish

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- La majorité des résidents préoccupés par la construction du chemin de fer le sont davantage d'un angle minier que du point de vue des infrastructures. Cette attitude est notamment due à leur expérience antérieure des projets miniers. Une discussion technique sera requise avant de considérer le programme de LGA.
- Les utilisateurs du territoire et les maîtres de trappe demandent un meilleur processus de consultation relativement à l'extraction de ressources naturelles, et particulièrement à l'exploitation forestière. Ils veulent avoir leur mot à dire sur la façon dont la route sera construite et son emplacement.
- Certains membres de la collectivité se disent ouverts aux projets de développement tels qu'ils les ont toujours connus, mais les jeunes envisagent d'autres options, telles que la revendication de la propriété de toutes les ressources naturelles d'Eeyou Istchee.

NEMASKA

CIO : John Henry Wapachee

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Les membres de la collectivité se disent préoccupés par le déplacement des emplois et les dommages environnementaux entraînés par le chemin de fer proposé, de même que par l'impact négatif sur les terrains de piégeage et la hausse de la circulation sur la Route du Nord.
- Les participants ont manifesté leur frustration envers les retards importants des discussions. Ils ont souligné leurs craintes relatives à l'afflux de personnes et ont suggéré la mise en place de véhicules médicaux de réserve.
- Les discussions ont abordé les implications plus larges de LGA, notamment ses effets sur les moyens de subsistance des membres de la collectivité et les infrastructures, et ont donné lieu à un échange constructif entre l'équipe de LGA et la collectivité.

WASWANIPI

CIO : Edward Diamond

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Les usagers du territoire et les maîtres de trappe aiment l'idée d'un accès facilité à leurs terrains de piégeage, mais sont également inquiets de les rendre ainsi plus accessibles aux braconniers.
- Les membres de la collectivité sont intéressés par le développement économique, mais craignent de perdre leur accès au sentier multi-usage Crevet-Chapais et au territoire en général.
- Bien que l'absence d'un CIO local entre novembre 2021 et janvier 2024 ait retardé les communications et la compréhension générale de LGA, le travail accompli au cours des trois derniers mois s'est avéré très utile et prouve qu'il faut maintenir les efforts pour conserver l'élan créé et engager davantage les jeunes, les représentants locaux de l'Association criée des trappeurs et les usagers du territoire.

WASHAW SIBI

CIO : Andriana Trapper

RÉTROACTION DE LA COLLECTIVITÉ

- Le public comprend généralement que l'AGL n'est pas un projet et qu'il s'agit seulement d'une étude pour le moment. D'un point de vue positif, le développement économique que pourrait apporter l'AGL profiterait à la communauté, mais il y a de grandes inquiétudes quant à l'avenir de l'environnement, principalement des terrains de chasse et de piégeage.
- L'organisation de sessions d'engagement et de présentations lors de l'assemblée générale locale a été appréciée. L'inclusion des commentaires des membres de Washaw Sibi est un plus, car ils n'ont pas souvent l'occasion d'exprimer leurs préoccupations.
- Il est essentiel de poursuivre l'engagement des membres de la collectivité, et tout particulièrement des maîtres de trappe, des usagers du territoire et des jeunes.

COLLECTIVITÉS JAMÉSIENNES

RÉTROACTION DES COLLECTIVITÉS

- Les Jamésiens tendent à comprendre les raisons et les motivations qui sous-tendent LGA, et sont d'accord avec l'idée de repenser le développement du territoire. Toutefois, leur préoccupation principale est le rôle qu'ils seraient autorisés à jouer dans le processus de LGA, et dans les potentiels « projets cris ».
- Certaines clarifications quant au rôle des différents acteurs gouvernementaux pourraient être requises, tout particulièrement le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ).
- Éventuellement, des rencontres conjointes entre Jamésiens et Cris pourraient être organisées pour créer des liens entre les collectivités (des options d'accommodement linguistique devront être incluses).



ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Société du Plan Nord

**Société de développement
de la Baie James**

**Ministère des Transports
et de la Mobilité durable**

**Ministère des Ressources
naturelles et des Forêts**

**Ministère de l'Emploi et de
la Solidarité sociale**

**Ministère de l'Environnement,
de la Lutte contre les changements
climatiques, de la Faune et des Parcs**

Hydro-Québec

Investissement Québec

**Centre de formation
professionnelle de la Baie-James**

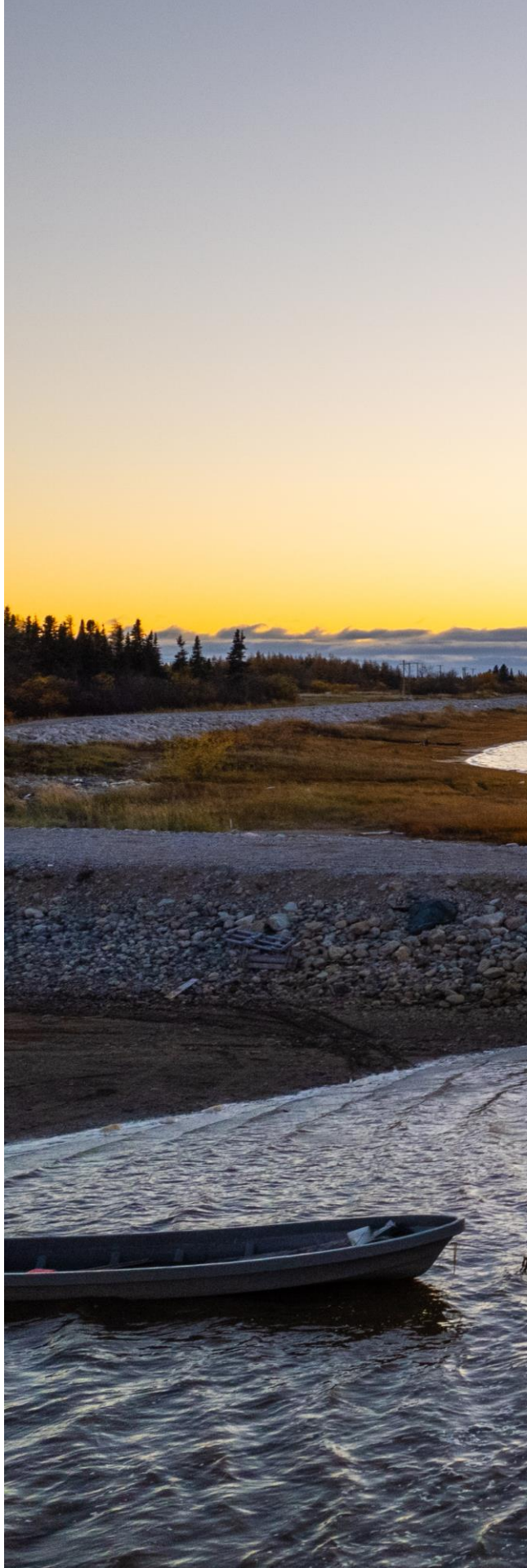
**Université du Québec en Abitibi-
Témiscamingue**

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

PROCHAINES ÉTAPES

Les activités d'engagement en aval de la signature du protocole d'entente de LGA en février 2020 ont permis à l'équipe d'approfondir sa compréhension des réalités actuelles et futures à Eeyou Istchee. Bien que les rapports produits fassent état de plusieurs solutions possibles, certains aspects et sujets clés nécessitent encore une attention accrue, notamment dans le but de :

- promouvoir l'engagement des Inuits de Kuujuarapik, tout particulièrement au sujet d'une possible liaison routière;
- s'attaquer à la détérioration à long terme du chemin de fer à la lumière de changements économiques potentiels au-delà de l'échéancier abordé par les études de LGA;
- poursuivre la conversation avec les jeunes, qui ont demandé des actions plus concrètes, tout particulièrement au niveau communautaire, et un contenu mieux adapté à leurs besoins;
- procéder à des travaux techniques pour faire avancer certains dossiers qui importent aux collectivités, notamment l'aéroport de Mistissini, la liaison routière à Whapmagoostui et les routes d'accès aux collectivités;
- surveiller de près l'évolution de l'extraction du lithium sur le territoire, y compris des prix mondiaux, puisque ce minerai est le moteur actuel de l'augmentation de la demande pour le transport industriel sur le territoire;
- effectuer un suivi auprès des usagers du territoire, puisque leur compréhension des processus de LGA sera appelée à se raffiner et influencera directement leur évaluation de ses retombées à long terme;
- maintenir l'engagement des collectivités particulièrement touchées par les projets de développement passés, qui auront besoin de plus de temps et d'efforts pour comprendre pleinement les implications des études de LGA;
- s'assurer que toute initiative d'engagement future répliquera l'approche à long terme de LGA et impliquera les collectivités locales en amont pour gagner et maintenir leur confiance; et
- ajuster l'approche et le contenu des initiatives d'engagement à la lumière de la réalité propre à chaque collectivité, et mettre l'accent sur les régions qui ont été moins touchées par les projets de développement passés.





CONCLUSION

Les rapports finaux des études de LGA comptent plus de 10 000 pages, qui résument la tenue de 120 présentations dans 15 collectivités criées et municipalités jamésiennes, auprès de plus de 80 organisations, entreprises et ministères, et de maîtres de trappes provenant de 86 terrains de piégeage.

Bien que le mandat de réalisation des études ait pris fin, les facteurs sous-jacents qui les ont déclenchées sont probablement encore présents. C'est pourquoi nous croyons que la conversation doit se poursuivre, idéalement en suivant le même processus. En effet, ces études constituent :

- un outil de planification essentiel pour le développement des infrastructures de transport sur le territoire;
- l'initiative de collecte de données la plus vaste à l'étape de faisabilité de tout projet d'infrastructure dans l'histoire du territoire;
- un processus dirigé par la Nation crie auquel les Cris peuvent participer dans leur propre langue grâce à un réseau de dix agents d'information communautaire et de trois agents de liaison cris;
- une méthodologie qui peut être utilisée pour tout couloir de transport potentiel à l'avenir, et qui couvre presque tous les modes de transport (route, rail, eau, air);
- des lignes directrices qui présentent les aspects nécessitant une attention immédiate pour chaque infrastructure;
- une approche globale et exhaustive pour trouver l'équilibre entre le développement économique et la protection du mode de vie traditionnel, de l'identité, de la langue et des valeurs de la Nation crie;
- la preuve que des équipes techniques regroupant Cris et non-Cris peuvent accomplir davantage que les équipes homogènes traditionnelles;
- un exemple de conciliation entre la nécessité de protéger la culture crie et le droit de développer le territoire, comme stipulé par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois; et
- un cadre de travail prévisible pour le développement, tant pour les Cris que les non-Cris, qui aide à atteindre le consensus sur des sujets épineux.

COMMUNIQUEZ AVEC NOUS





**VISIONNEZ LES VIDÉOS
SUR YOUTUBE**



**FAITES-NOUS PART DE
VOS COMMENTAIRES**



CONSULTEZ LES RAPPORTS



